

Semaine sous haute tension pour l'agriculture

Manifestations, négociations à Bruxelles, annonce d'un nouveau plan de sauvetage...
Les jours qui viennent sont importants pour les agriculteurs. Ils pourraient être tendus.

La mobilisation se poursuit

« Il n'est pas encore l'heure de relâcher notre pression... » Le message est clair. La FNSEA et les Jeunes agriculteurs (JA), les deux syndicats agricoles qui mènent, tant bien que mal, la danse depuis plusieurs semaines, appelaient en ces termes, vendredi, les éleveurs (porc, lait, viande bovine) à rester sur le terrain jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites.

La semaine dernière, ce sont les grandes surfaces qui ont été la cible des éleveurs en colère. Ce matin, ça (re) commence fort : les accès à la ville de Vannes (Morbihan) devraient être bloqués. Aucun véhicule ne devrait y entrer...

Pression sur Bruxelles

« Le 15 février, ça va bouger, parce que l'on ne peut pas rester comme ça... » Qui est l'auteur de cette phrase martiale. Un syndicaliste agricole ? Non. Le président de la République. Jeudi soir, dans son intervention sur TF1 et France 2, le chef de l'État s'est voulu très ferme. Dans son viseur ? La Commission européenne qui, il faut le rappeler, détient une partie des réponses à la crise.

Aujourd'hui, les ministres européens de l'Agriculture se retrouvent à Bruxelles pour un conseil assez chaud. Le ministre français Stéphane Le Foll vient réclamer des mesures de régulation de la production de lait et de porcs (trop importante). Il va également plaider pour une action diplomatique afin de persuader le gouvernement russe de lever l'embargo qu'il a imposé sur les produits agroalimentaires (qui pénalise



La FNSEA et les Jeunes agriculteurs (JA) ont appelé les agriculteurs à continuer leurs manifestations cette semaine.

fortement les producteurs de porcs européens). La France sera soutenue, notamment sur le lait, par les Allemands. Mais ce sera difficile de convaincre le très libéral commissaire européen, l'Irlandais Phil Hogan, ainsi que les États membres peu concernés par cette crise.

Un mercredi sous tension

Le gouvernement devrait présenter, mercredi, peut-être en conseil des

ministres, un nouveau plan de sauvetage de l'agriculture française. Un énième, diront les mauvaises langues. Le président de la République en a annoncé, jeudi, l'une des principales mesures : une nouvelle baisse des cotisations sociales. « **Tout de suite** », a-t-il précisé. Et « **pour l'ensemble des agriculteurs** ».

Des baisses, il y en a déjà eu. Certes, elles ne sont pas anodines. Mais, dans bien des cas, insuffisantes. Les syndicats veulent davan-

tage. FNSEA et JA ont rappelé, vendredi, leur cahier des charges. Du lourd : baisse des charges, étiquetage d'origine, simplifications administratives, compensation des distorsions de concurrence...

Ils seront très attentifs, mercredi, aux annonces du gouvernement. Ils les attendent « **de pied ferme** ». À Rennes, où ils appellent à une grande manifestation...

Yann BESSOULE.